

AKTUELL

VOITURES ÉLECTRIQUES EN EUROPE

Cinq millions en 2025

Richard Graf

Lors d'un colloque international sur l'électromobilité, qui s'est tenu en début de semaine au Neimënster, responsables politiques, constructeurs et distributeurs d'énergie ont essayé d'ajuster leur tir en matière d'électromobilité.

Le 21 et 22 octobre 2019, une conférence « pentalatérale » sur l'électromobilité s'est tenue sur invitation des ministres Claude Turmes et François Bausch. Depuis bientôt quinze ans, il existe en effet une coopération énergétique régionale dans le cadre du « Forum pentalatéral de l'énergie » qui se compose de cinq membres : le Benelux, l'Allemagne, la France, l'Autriche et la Suisse qui y est associée en qualité d'observatrice. Le Forum est coordonné par le secrétariat du Benelux, qui signait - ensemble avec les ministres luxembourgeois et l'International Renewable Energy Agency (Irena) - responsable pour l'organisation de la conférence.

Le premier jour était dédié à des ateliers thématiques publics sur « la question cruciale et urgente du développement de la mobilité électrique ». Étaient invités, en dehors des politiques aussi des constructeurs, des distributeurs d'énergie, des sociétés qui offrent des services en matière de mobilité, mais aussi des organisations issues de la société civile, des think tanks voire même le monde académique. Les discussions portaient sur certaines évolutions à court et moyen terme, notamment sur les problèmes que rencontre actuellement le déploiement à plus grande échelle de la voiture électrique individuelle (VE).

Dans son introduction, le ministre de l'Énergie luxembourgeois, Claude Turmes (en absence du ministre le Mobilité en déplacement en Chine), rappelait les deux défis que devait adresser la conférence : Comment travailler et se coordonner au niveau régional, mais aussi comment résoudre les contraintes technologiques et coordonner un accès plus flexible pour les utilisatrices et utilisateurs, sachant qu'il existe une multitude de prestataires ainsi que des législations nationales très diverses.

Une première intervention très remarquée fut celle de Christina Bu, secrétaire générale de l'association des propriétaires de VE de Norvège, qui illustrait comment une législation strictement orientée sur le développement de la VE avait pu faire de la

Norvège le champion mondial en la matière. Il est estimé que pour l'année 2019, pour la première fois, plus d'une voiture sur deux nouvellement acquise en Norvège sera électrique.

Les représentant-e-s de plusieurs constructeurs (VW, Tesla, Renault ...) ont expliqué la volonté de leur sociétés de renforcer leurs efforts en la matière. Des enquêtes de l'Irena confirment cette tendance : On s'attend à ce que jusqu'en 2025 plus de cinq millions de VE seront construites. Pour Claude Turmes, c'est un des renseignements les plus importants à retenir : « L'industrie dans son ensemble a fait son choix pour la VE équipée de batteries, il n'y aura en comparaison que 100.000 voitures équipées en hydrogène pour la même échéance » explique-t-il au woxx.

Consulter les bornes existantes en temps réel

Même si, lors des ateliers, il était beaucoup question de « smart charging » - d'un accès intelligent et flexible aux bornes de rechargement publiques mais aussi privées - il paraît évident qu'une intégration complète à court terme est impossible. C'est pourquoi les responsables politiques se sont mis d'accord de veiller à ce qu'au cours de l'année prochaine un site soit mis en ligne pour permettre aux usagères et usagers de VE dans la région de s'informer en temps réel sur l'existence de bornes, leur accessibilité et le coût d'une éventuelle recharge avant de prendre un départ à plus longue distance.

En ce qui concerne les équipements de recharge sur les lieux d'habitation, le Luxembourg semble plus avancé que ses voisins, car pour toute nouvelle construction des canaux pour le câblages nécessaires à l'installation de bornes doivent actuellement être prévus.

Au niveau européen, le ministre luxembourgeois indique que pour le début 2020 sont prévues des législations européennes qui devraient garantir que les constructeurs n'auront recours qu'à des batteries dont la production se fait exclusivement à base d'énergies renouvelables, et qu'elles seront complètement recyclables. À plus long terme, l'Europe envisage de s'accorder avec les autres pays producteurs pour produire des batteries plus durables et moins dépendantes de ressources rares.

SHORT NEWS

Méco plädiert für ambitioniertes Klimagesetz

(ja) - Im Rahmen einer Pressekonferenz am Donnerstag unterstrich der Mouvement écologique einmal mehr die Notwendigkeit eines verbindlichen Klimagesetzes und eines effizienten Energie- und Klimaplan. Alle Politikfelder sollen laut den Vorstellungen des Méco künftig an Klimaschutzzielen ausgerichtet werden. Um dies umsetzen zu können, fordert die Umwelt-NGO verbindliche und ambitionierte Reduktionsziele für einzelne Sektoren. Dazu sollen CO₂-Budgets für Sektoren festgelegt werden, die nicht überschritten werden dürfen. Der Méco fordert auch einen wissenschaftlichen Beirat, der die Einhaltung der Klimaschutzziele kontrollieren soll. Auch der nationale Energie- und Klimaplan sollte auf einer gesetzlichen Basis fußen. Ebenfalls fordert die NGO einen strenger Rahmen für klimagerechte Investitionen am Finanzplatz Luxemburg. Um gegen die Klimakrise zu kämpfen, sei es außerdem notwendig, das Wachstum zu hinterfragen. Wie Radio 100,7 berichtete, sieht das noch unveröffentlichte Gesetzesprojekt sektorische CO₂-Budgets vor, wie der Méco das fordert. Allerdings sollen dem Sender zufolge konkrete Reduktionsziele fehlen.

Cum-Ex : Gramegna mauert weiter

(lc) - Ob es der Regierung gefällt oder nicht: Wo mit Steuern getrickst wird, ist Luxemburg nie weit weg. So auch im Rahmen der Betrugsmasche um die Cum-Ex und Cum-Cum Geschäfte die im Laufe der letzten Jahre vor allem in Deutschland aufgedeckt wurden. Hier geht es nicht um Steueroptimierung am Rande der Legalität, sondern um vorsätzlichen Betrug am Steueramt durch Manipulation. Wie die Kolleg*innen von reporter.lu in einer Recherche dargestellt haben, operierte eine der Firmen vom Großherzogtum aus und entzog dem belgischen, dänischen und schwedischen Staat Millionenbeträge. Die eifrigen CSV-Oppositionspolitiker Gilles Roth und Laurent Mosar wollten vom Finanzministerium wissen, ob es den Pressebericht bestätigt, der hiesige Fiskus auch betroffen ist und ob dieser überhaupt aktiv sei. Etwas schnoddrig entgegnet der liberale Minister, dass das sakrosankte Steuer- und Untersuchungsgeheimnis es ihm nicht erlaube, den Artikel überhaupt zu kommentieren, die Steuerverwaltung aber verschiedene Fälle untersucht und an die zuständigen Strafverfolgungsbehörden weitergeleitet hätte. Aber vielleicht tröstet es die Abgeordneten ja, dass die ganzen Skandale auch in Deutschland bis jetzt ohne Konsequenzen für die Übeltäter*innen geblieben sind.

online

A wie Asti, B comme Bach, C wie Kontrolle

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions régulièrement des articles sur woxx.lu. Par exemple :

Neben der Printausgabe veröffentlichen wir regelmäßig neue Artikel auf woxx.lu. Hier einige Highlights dieser Woche:

Kritischer Blick der Asti auf das Budget 2020 Ein Almosen für den „Conseil national pour étrangers“, dafür aber noch mehr Geld für die „Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg“ (SHUK). In den Augen der Asti unverständlich und unsinnig. woxx.eu/astibu20

Est-il permis de remplacer la viole par un alto ? Oui, quand c'est bien fait. Retour sur le concert de mardi dernier à la Philharmonie, avec des œuvres de musique de chambre de Jean-Sébastien Bach, interprétées par Antoine Tamestit et Masato Suzuki. woxx.eu/altobach

Ärztlicher Kontrolldienst: Ist da jemand? Nach einem urologischen Eingriff muss zur Verlängerung der Krankenschreibung ein*e Neurologe*in ran. Das krasse Beispiel zeigt, was beim Contrôle médical de la sécurité sociale schief läuft. woxx.eu/nurology
Alterspolitik: Lieber im Schneckentempo? Die Abgeordneten waren sich einig: Drittes Alter geht uns alle etwas an. Umso ernüchternder, dass Anträge hin zu einer effizienteren Senior*innenpolitik von der Chambre abgelehnt wurden. woxx.eu/altermau